

L’espérance de justice pour les femmes et les enfants boliviens

Casimira Rodríguez Romero, Ministre de la justice, Bolivie

Apprendre à survivre

Je me souviens que lorsque j’avais six ans, ma famille avait souvent faim à cause d’une sécheresse. Nous n’avions pas suffisamment à manger même deux fois par jour, si bien que mes frères et sœurs et moi avons été envoyés dans une autre communauté où mes grands-parents cultivaient certaines plantes et avaient des chèvres et des vaches. Tout de même, ma maman a toujours voulu que ses enfants, les filles comme les garçons, apprennent à lire et à écrire, c’est pour cela qu’elle nous a envoyés dans la ville minière de Quioma dans le Mizque. Ils y ont loué une chambre pour nous.

Quand je me préparais pour aller à l’école, je n’avais personne pour démêler mes longues tresses. Mes frères essayaient chaque jour de les brosser, mais c’était une catastrophe. Les enfants des mineurs à l’école n’avaient pas l’habitude de voir des filles autochtones comme moi. Je ne m’étais jamais battue avec personne, mais ils tiraient sur mes tresses et me maltrai-taient : c’est alors que j’ai commencé à vivre avec la violence et la discrimina-tion. Je ne parlais que le quechua, et c’était vraiment difficile d’étudier en espagnol. Chaque jour après l’école, mes frères et sœurs et moi sortions pour ramasser du bois de chauffage et

échanger des choses avec les femmes du coin. Elles nous donnaient du sucre, des nouilles et du pain. Nos parents nous manquaient terriblement, mais nous avons appris à lutter, à gagner de l’argent et à survivre.

De l’exploitation à la discrimination

À 13 ans, je suis allée vivre dans la ville de Cochabamba. Espérant gagner un peu d’argent, j’ai accepté un emploi dans une famille de marchands pen-dant deux ans. J’étais horriblement exploitée : je m’occupais de 15 person-nes 18 heures par jour. On exerçait sur moi de fortes pressions psychologi-ques, je n’avais aucun contact avec ma famille et je n’étais pas payée pour mon travail. Même mes habits neufs ont fini par s’user. Et comme j’aidais toujours les enfants de mon patron à faire leurs devoirs, j’ai commencé à vraiment vouloir retourner à l’école, mais c’était impossible.

Heureusement, ma maman est réap-parue et je suis retournée dans ma ville natale. Puis, je suis revenue à Cochabamba et j’ai travaillé pour une autre famille. Là, j’étais payée, mais il y avait encore beaucoup de discrimina-tion : ils me donnaient à manger du pain de la veille et de la nourriture ava-riée. Ce qui était bien, c’était qu’ils me

payaient au jour dit et me donnaient un mois de paie supplémentaire à Noël et d’autres primes. Mon patron était un peu plus humain, mais quand il est mort, je suis restée avec sa femme et elle était comme une méchante belle-mère : pour elle, je n’étais même pas une personne. J’ai travaillé chez eux comme femme de chambre pendant neuf ans, mais c’était si dur.

Conscientisation et organisation

J’ai senti que j’avais envie de me battre lorsque quelques amis et moi-même avons créé le Syndicat des travailleurs à domicile de Cochabamba en 1987. Lorsque nous avons constaté toutes les inégalités qui étaient inscri-tes dans la loi, nous avons compris que nous jouissions de la moitié seule-ment de nos droits. Nous avons tenu des réunions avec des travailleurs domestiques de La Paz, avec des fem-mes qui étaient de véritables lutteuses et avec les responsables des syndicats de mineurs. Nous avons organisé des réunions nationales et entrepris de consolider notre groupe. Pendant les six années qui ont suivi, nous avons travaillé au projet de loi, bien qu’un grand nombre de détails aient été reti-rés. Le premier projet était assez pro-tectionniste, mais le processus s’est ensuite focalisé davantage sur les droits. Nous avons pris notre courage

à deux mains pour amener les autori-tés à nous écouter. Au début, nos amis et même nos propres frères et sœurs ne voulaient absolument pas avoir affaire à nous, disant que nous étions des gens de la ville à présent. Mais nous avons pris courage et commencé à organiser des manifestations pour nous ouvrir des portes. Convaincus que ce que nous faisions était juste, nous avons commencé à abattre les murs de la discrimination – et, à force de persévérance, nous avons réussi à trouver des appuis et à obtenir des siè-ges aux conseils des organisations de femmes rurales. Nous avons conclu des alliances avec nos frères paysans, avec les ouvriers, les mineurs, les plan-teurs de feuilles de coca, les groupes autochtones et d’autres secteurs. Cela a été un processus très intéressant qui a réellement porté ses fruits.

Le monde masculin de la politique

En chemin, nous avons commencé à obtenir l’appui du mouvement d’Evo Morales; en tant que responsables, nous nous sommes mis à organiser des réunions ici ou là, en coordonnant les activités nationales et les manifes-tations internationales. Lorsque l’on m’a proposé le poste de ministre de la justice, je ne savais pas quoi faire – je devais me décider très vite ! Nous avons, tous autant que nous sommes,

nos projets (personnels), notre famille … mais j’ai mis de côté mes intérêts particuliers. Nous vivons un processus historique auquel il m’était tout simple-ment impossible de tourner le dos. Il n’était pas question d’en parler avec mes collègues. Si je refusais, je n’au-rais jamais plus pu marcher la tête haute. J’ai donc accepté, sachant que ce serait dur, mais je ne pouvais pas ne pas considérer qu’il s’agissait là de l’étape suivante de tout ce que nous avons fait jusque-là.

Au début, j’étais très inquiète : j’allais bientôt entrer dans un monde très dif-férent. Dans nos organisations, nous travaillions toujours avec d’autres fem-mes. Le monde de la politique, lui, est un monde masculin rempli de profes-sionnels qui diffèrent par la formation reçue et l’expérience acquise; j’y ai fait mon entrée avec la plus grande cir-conspection. Un ou une responsable est libre de s’exprimer comme il ou elle l’entend, mais je dois à présent faire attention à ce que je dis, tout en sachant que je dois faire quelque chose pour les autres femmes et pour nos camarades.

Il reste encore bien du chemin à faire. À ce poste, je veux répondre à l’attente de mes frères et sœurs qui ont diffé-rents types de problèmes. Je veux

répondre à l’espérance de justice nour-rie par la population.

Les garçons et les filles de Bolivie vivent dans des conditions difficiles. Les inégalités sont criantes. Il y a encore de très nombreux enfants qui se débattent dans les difficultés qui étaient les miennes quand j’étais petite fille – ne pas pouvoir aller à l’école et être privé d’une alimentation saine. Nos *wawas* (enfants) sont les premiers à souffrir de la maltraitance, de la vio-lence et du viol. Je voudrais voir le jour où les enfants boliviens pourront grandir entre des parents qui les aiment et en mangeant à leur faim. C’est un défi redoutable. Nous devons aider tous ceux qui rêvent d’une vie bien remplie à concrétiser leurs rêves.

Casimira Rodríguez Romero, l’actuelle Ministre de la justice de Bolivie, est née dans une communauté quechua de la vallée de Mizque, Cochabamba. Quatrième enfant de sa famille, elle a neuf frères et sœurs. Elle a connu la pauvreté et la discrimination et au, poste qu’elle occupe dans le Gouvernement bolivien, elle repré-sente la femme bolivienne autochtone de tout temps marginalisée.